

## StJames, Louise (PHAC/ASPC)

---

**From:** Brickles, Spencer (PHAC/ASPC)  
**Sent:** 2020-03-27 6:10 PM  
**To:** Cluney, Craig (PHAC/ASPC); StJames, Louise (PHAC/ASPC); Lavoie, Marlene (PHAC/ASPC); Gargum, Taha (PHAC/ASPC); Frost, Evan (PHAC/ASPC); Osei, Peggy (PHAC/ASPC); Novak, Krystal (PHAC/ASPC); Beaudoin, John (PHAC/ASPC)  
**Cc:** Sammon, Jacob (PHAC/ASPC); Irick, Marina (PHAC/ASPC)  
**Objet:** Résumé de l'appel de briefing quotidien des parlementaires : 27 mars 2020

Bonjour à tous,

Le briefing des parlementaires sur la COVID-19 a été conduit par Rhonda Kropp, accompagnée d'autres officiels de IRCC, CCRC, ARC, ACC, ASFC, ISDE et EDSC. Mme Kropp a commencé par dresser un bref bilan du point de vue de la santé publique. À l'heure actuelle, on dénombre dans le monde 530 000 cas. À midi aujourd'hui, le nombre de cas au Canada dépassait 4 033 avec 39 décès. Environ 165 000 personnes ont été testées, dont 65 000 depuis lundi. Le Canada a l'un des meilleurs taux de tests au monde.

Nombre final de participants à l'appel : 166

Nombre de questions sans réponse : 11

Questions des parlementaires :

- Le député Gerald Soroka (PCC; Yellowhead) : Les agriculteurs reçoivent-ils des prestations pour s'occuper de leurs enfants pendant qu'ils effectuent leurs travaux agricoles ?
  - o EDSC : C'est un peu en dehors du champ d'application de la prestation, mais s'ils remplissent les critères, ils peuvent recevoir la PCU. Ils peuvent également demander des compléments de salaire.
  - o AAC : Nous continuons d'étudier d'autres options pour tenir compte des préoccupations spécifiques des agriculteurs.
- Le député Wayne Easter (PLC; Malpèque) : En ce qui concerne les deux semaines d'isolement pour les travailleurs étrangers temporaires (TET), les exploitations agricoles sont préoccupées par les coûts supplémentaires liés à la quarantaine de ces travailleurs. Nous entendons dire qu'à cause de cette période, des agriculteurs délaissent les cultures de légumes, ce qui risque de poser un problème de sécurité alimentaire.
  - o Mme Kropp : Nous avons travaillé à l'élaboration de lignes directrices pour les TET travaillant au Canada en période de COVID, et nous savons que cela aura un impact sur l'agriculture.
  - o AAC : Nous avons eu des discussions avec Agriculture Canada et les P/T sur la question. Nous travaillons avec PAC et IRCC sur ce sujet et nous cherchons d'autres solutions.
- La députée Heather McPherson (NPD; Edmonton – Strathcona) : Le système d'accès aux nouvelles prestations s'effondre, les gens n'arrivent pas à les atteindre ou les lignes téléphoniques sont saturées. Existe-t-il un plan pour se préparer à l'énorme quantité de demandes d'assurance-emploi à venir ?
  - o EDSC : Il y a eu un nombre sans précédent de demandes et le système a bien tenu le coup, mais il y a eu des retards. Nous espérons que cela encouragera les entreprises à garder leurs employés au lieu de les mettre sur l'assurance-emploi. Nous continuerons à travailler pour que les Canadiens puissent bénéficier de ces aides.
- Le député Mark Dalton (PCC; Pitt Meadows – Maple Ridge) : Les étudiants qui ne sont pas mis à pied, mais qui cherchent du travail auront-ils accès aux prestations, l'argent gagné à l'étranger sera-t-il pris en compte pour l'admissibilité et quelle est la situation actuelle en matière de rapatriement du Pérou ?
  - o EDSC : Tant que les étudiants ont eu des revenus au cours des 12 derniers mois, à concurrence de 5 000 dollars gagnés au Canada, ils pourront bénéficier de l'allocation.
  - o AMC : Nous avons un troisième vol de retour du Pérou qui a atterri aujourd'hui, et trois autres vont arriver la semaine prochaine. Nous nous efforçons d'aider les gens à se déplacer vers des endroits où

ils peuvent accéder à des transports pour revenir du Pérou. Il y en a eu 1200 cette semaine et 1200 sont prévus la semaine prochaine.

- Le député Alexandre Boulerice (NPD; Rosemont –Petite-Patrie) : Est-ce qu'il y aura des vols de rapatriement depuis l'Inde où de nombreux Canadiens sont bloqués ?
  - o AMC : Nous travaillons à négocier des vols, mais le gouvernement indien a complètement fermé son espace aérien. Nous espérons pouvoir bientôt vous en dire plus.
- Le député Paul Manly (NPD; Nanaimo – Ladysmith) : L'un de mes électeurs, qui travaille pour une entreprise fabriquant des N95 en quantité, cherche un contact pour vendre ses masques au gouvernement canadien. Les municipalités sont invitées à différer les impôts. Mais existe-t-il un programme pour les aider à payer les services municipaux essentiels.
  - o ISED : SPAC a mis en place un site d'achat et vente pour permettre aux entreprises privées de vendre dans le cadre du programme de lutte à la COVID. Les entreprises peuvent également se rendre sur le site web de l'ISED, par l'intermédiaire du courriel « appel aux armes » du ministre.
  - o ARC : Ce n'est pas nous qui administrons les taxes municipales, et nous n'avons pas connaissance d'un programme spécifique pour aider les municipalités pour le moment.
- Le député Ken Hardie (PLC; Fleetwood – Port Kells) : Un employé d'une société cotée au TSX s'inquiète du fait que les entreprises privées ne sont pas admissibles à de nouvelles aides économiques, alors que les entreprises cotées en bourse ne le sont pas. Est-il possible d'obtenir des précisions à ce sujet ?
  - o EDSC : Nous ne sommes pas sûrs de pouvoir répondre à cette question, nous nous concentrons principalement sur l'aide aux travailleurs en situation de chômage.
  - o Nous en prenons note et nous vous reviendrons.
- La députée Carol Hughes (NPD; Algoma – Manitoulin – Kapuskasing) : Nous avons des retraités qui ont un deuxième emploi et se retrouvent sans travail. Peuvent-ils avoir accès aux 2 000 dollars mensuels sans devoir passer par l'assurance-emploi ? Les personnes qui bénéficient actuellement de l'assurance-emploi verront-elles leur période de prestations prolongée ? Les organismes à but non lucratif pourront-ils accéder aux prestations annoncées aujourd'hui ?
  - o EDSC : La PCU est conçue pour les personnes ED qui ont été employées pendant au moins 14 jours et qui sont affectées par la COVID-19. Après épuisement des droits à l'assurance-emploi, vous pouvez toujours demander la prestation.
- Le député James Cumming (PCC; Edmonton Centre) : Pour les personnes qui ont voyagé et pourraient dépasser le délai de six mois pour revenir au Canada avant que leur assurance cesse, y a-t-il des négociations en vue de prolonger ce délai, étant donné que certains « snowbirds » ne se sentent pas en sécurité en rentrant au Canada ou ne peuvent pas rentrer au pays ?
  - o Mme Kropp : Question notée, nous vous reviendrons là-dessus.
- Le député Laurel Collins (NPD; Victoria) : Les personnes qui perçoivent des prestations d'invalidité, mais ne travaillent pas pourront-elles accéder à la PCU ? Les entrepreneurs qui ont perdu une partie de leur activité professionnelle peuvent-ils encore bénéficier de la PCU ?
  - o EDSC : On ne peut pas répondre avec certitude pour le crédit d'invalidité, mais la personne doit être au chômage complet depuis 14 jours.
- La députée Tamara Jansen (PCC; Cloverdale—Langley City) : Le Népal a fermé les vols jusqu'au 31 mars. Y a-t-il des négociations pour faire sortir les Canadiens du Népal ? Quelles sont les mesures prises dans le cadre du programme de stabilité agricole ?
  - o AMC : Nous espérons qu'ils pourront être inclus dans nos efforts de rapatriement depuis l'Inde. Ces personnes sont sur notre radar et en haut de notre liste de négociation.
  - o AAC : Nous devons étudier d'autres options compte tenu des circonstances particulières auxquelles les agriculteurs font face.
- Le député Dan Mazier (PCC; Dauphin – Swan River – Neepawa) : Comment les camionneurs sont-ils contrôlés ? Nous avons des usines de conditionnement de viande de bœuf qui manquent de personnel, mais qui sont plus occupées que la normale. Pour les bureaux locaux de Service Canada qui ont fermé, y a-t-il une possibilité de trouver des solutions locales pour aider les gens à avoir accès aux prestations ?

- ASFC : Un certain nombre de chauffeurs canadiens se sont identifiés comme malades au cours des derniers jours. Nous leur posons des questions de base sur leur santé, nous faisons tout notre possible pour que leur chargement soit acheminé, puis ils ont un entretien avec un agent de quarantaine et sont ensuite priés de s'isoler. Nous leur fournissons un dossier d'information sur ce qu'il faut surveiller pour la COVID-19. Nous avons également donné des directives aux entreprises de camionnage.
- EDSC : Personne de Service Canada n'est au courant. C'est une évolution très récente, et nous travaillons sur différentes stratégies d'atténuation. Nous examinons différentes façons de fournir les services dont les gens dépendent.
- La députée Elizabeth May (PVC: Saanich – Gulf Islands) : Que faisons-nous pour les étudiants étrangers qui séjournent au Canada, mais qui n'ont pas les revenus de 5 000 \$ requis pour la prestation ? Y aura-t-il une catégorie différente pour l'aide aux jeunes étudiants ? Pensez-vous aussi demander aux banques de réduire les taux hypothécaires ?
  - Mme Kropp : Personne des Finances, nous transmettrons votre message.
  - EDSC : Nous étudions la meilleure façon de soutenir les étudiants, en tenant compte de l'impact de la pandémie sur les emplois d'été et de leur retour à l'automne. Nous travaillons dans le cadre des paramètres du programme pour trouver des solutions.
- Le député Mike Lake (PCC; Edmonton – Wetaskiwin) : Y a-t-il une approche qui permette aux citoyens d'avoir un seul point de contact consulaire unique auquel ils peuvent s'adresser ? J'ai appelé hier la ligne d'information Coronavirus et j'ai remarqué un certain nombre d'inefficacités. Le numéro est un excellent modèle pour le personnel des circonscriptions, mais si nous pouvions diriger les gens vers un seul point de contact genre « salle de crise » du gouvernement, cela faciliterait la vie de tout le monde.
  - Mme Kropp : Sur le plan des tests, nous travaillons sur la possibilité d'un point de service central. Il existe bien une seule « cellule de crise » pour la COVID, mais je ne suis pas sûre que ce soit ce que vous souhaitez. Le gouvernement fédéral sert de point central et nous aurons l'adresse de la Sécurité publique plus tard.
  - AMC : Nous avons mis en place une ligne d'urgence 24/7, ainsi qu'une adresse de courriel, qui peuvent aiguiller les gens vers les services concernés. Nous travaillons tous à partir d'un système commun de dossiers consulaires, ce qui nous permet d'avoir accès à toute l'information depuis le siège comme à l'étranger. Nous avons dû centraliser sur des numéros sans frais.

***Veillez noter que ce rapport est une ébauche de travail et qu'il n'est destiné qu'à l'usage interne de l'ASPC.*** Si vous avez des questions ou des commentaires, veuillez m'en faire part.

Sincères salutations,

Spencer Brickles  
 Parliamentary Affairs, Office of Strategic Policy and Planning  
 Public Health Agency of Canada / Government of Canada  
[spencer.brickles@canada.ca](mailto:spencer.brickles@canada.ca) / Tel: 343-543-3102

Affaires parlementaire, Bureau des politiques et de la planification stratégiques  
 Agence de la santé publique du Canada / Gouvernement du Canada  
[spencer.brickles@canada.ca](mailto:spencer.brickles@canada.ca) /Tél: 343-543-3102